



COMMUNIQUE

RAPPORT ANNUEL DE BANK AL-MAGHRIB AU TITRE DE L'ANNEE 2017

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a reçu, aujourd'hui dimanche 15 Dhou Al-Qi'da 1439 (29 juillet 2018) à Al Hoceïma, Monsieur Abdellatif Jouahri, Wali de Bank Al-Maghrib, qui a présenté au Souverain le Rapport annuel de la Banque centrale sur la situation économique, monétaire et financière au titre de l'exercice 2017.

Dans son allocution devant Sa Majesté le Roi, Monsieur Jouahri a indiqué qu'en 2017, la croissance de l'économie nationale a connu une nette accélération à 4,1%, bénéficiant des conditions climatiques favorables et du raffermissement de l'économie mondiale. Cette amélioration a permis la création d'un nombre important d'emplois, qui est resté toutefois insuffisant pour absorber les nouveaux demandeurs sur le marché du travail, entraînant ainsi une légère hausse du taux de chômage.

Au niveau des équilibres macroéconomiques, il a précisé que le déficit budgétaire s'était allégé à 3,6% du PIB et que le déficit du compte courant était revenu à 3,6% du PIB, contribuant à maintenir les réserves internationales nettes à un niveau permettant de couvrir près de six mois d'importations. Dans ce contexte, l'inflation a marqué un net ralentissement, revenant à 0,7% sous l'effet d'une amélioration de l'offre de produits alimentaires à prix volatils.

Au regard de ces évolutions, a-t-il ajouté, Bank Al-Maghrib a maintenu l'orientation accommodante de sa politique monétaire en vue de soutenir l'activité économique. Elle a ainsi gardé son taux directeur inchangé et a continué son programme de soutien au financement bancaire des très petites, petites et moyennes entreprises. Bank Al-Maghrib a également continué de renforcer son cadre de supervision bancaire, tout en assurant un accompagnement particulier aux banques participatives dont les activités ont démarré au courant de l'année. La Banque a également procédé au rehaussement de la crédibilité des systèmes et moyens de paiement et à la consolidation de la résilience des infrastructures des marchés financiers. Il a indiqué par ailleurs que l'année 2017 a été marquée par l'aboutissement des préparations de la réforme du régime de change, dont la mise en œuvre, entamée au début de l'année 2018, se déroule dans de bonnes conditions avec une appropriation par les banques et les entreprises.

M. Jouahri a affirmé que notre pays a réalisé quelques avancées en 2017. Toutefois, le rythme du progrès reste en deçà des attentes, l'activité non agricole étant lente et malgré

les incitations accordées et l'effort de la dépense publique, l'investissement privé reste limité, réduisant ainsi les chances d'une reprise rapide de la croissance et de l'emploi.

Il a ajouté que de tels constats, après les performances remarquables au cours de la première décennie de 2000, ont amené Sa Majesté le Roi à s'interroger sur l'adéquation de notre modèle de développement au contexte actuel et sur sa capacité à répondre aux aspirations légitimes de la population, appelant ainsi à le revoir et à le repenser.

A cet égard, M. Jouahri a affirmé qu'au regard des efforts importants qu'il déploie, notre pays a besoin non seulement de poursuivre et d'élargir les réformes, mais également et surtout de réussir leur mise en œuvre et de les parachever dans les délais impartis. C'est le cas de la réforme du système d'éducation et de formation, dont la déclinaison tarde à prendre forme trois ans après l'adoption de la vision stratégique 2030. Il en est de même pour le Plan national de promotion de l'emploi qui nécessite des mesures concrètes pour atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixé.

Dans le même sillage, M. Jouahri estime que la réforme de la compensation devrait être parachevée et généralisée dans le cadre d'une politique plus globale axée à la fois sur l'instauration de la réalité des prix et sur le soutien aux ménages les plus démunis. A ce sujet, il a affirmé qu'il devenait urgent de mettre en place un système de ciblage de la population, d'autant plus que plusieurs programmes sociaux font face à de fortes contraintes financières qui menacent leur viabilité. De même, concernant les régimes de retraite, il a indiqué qu'au vu du rythme de l'épuisement des ressources de la Caisse marocaine des retraites, il était urgent de parachever le processus entamé en 2016 de manière à assurer la pérennité de ces régimes.

Sur un autre registre, le Wali de Bank Al-Maghrib a précisé que le Maroc a réalisé sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi, des progrès notables en termes de consolidation de sa stabilité, de son positionnement régional et de son attractivité. En outre, il continue de jouir de la confiance des institutions internationales et d'une appréciation positive des agences de notation. Pour consolider et pérenniser ces acquis, M. Jouahri estime que les autorités gagneraient à revoir la gouvernance de la politique publique pour lui assurer davantage de cohérence, d'efficacité et de rendement.

Au final, il a affirmé que notre pays a besoin aujourd'hui d'un véritable sursaut et d'une mobilisation de toutes ses forces vives pour instaurer un climat favorable et remettre l'économie sur un sentier plus élevé de croissance et de création d'emploi. Notre pays, a-t-il estimé, pourra ainsi assurer de meilleures conditions de vie à sa population et donner l'espoir d'un avenir meilleur à sa jeunesse.